



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 73.127/2
du 15 mars 2023

advies 73.127/2
van 15 maart 2023

sur

over

un projet d'arrêté royal 'modifiant
l'arrêté royal du 17 juillet 2012
relatif à la couverture des frais de
fonctionnement de la Banque
Nationale de Belgique liés au
contrôle des établissements
financiers et à ses missions
d'autorité de résolution, en
exécution de l'article 12*bis*, § 4, et
12*ter*, § 2, de la loi du
22 février 1998 fixant le statut
organique de la Banque Nationale
de Belgique'

een ontwerp van koninklijk besluit
'tot wijziging van het koninklijk
besluit van 17 juli 2012 betreffende
de dekking van de werkingskosten
van de Nationale Bank van België
verbonden aan het toezicht op
financiële instellingen en aan haar
taken als afwikkelingsautoriteit, tot
uitvoering van artikel 12*bis*, § 4,
en 12*ter*, § 2, van de wet van
22 februari 1998 tot vaststelling
van het organiek statuut van de
Nationale Bank van België'

Le 17 février 2023, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances, chargé de la Coordination de la lutte contre la fraude et de la Loterie nationale à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal 'modifiant l'arrêté royal du 17 juillet 2012 relatif à la couverture des frais de fonctionnement de la Banque [N]ationale de Belgique liés au contrôle des établissements financiers et à ses missions d'autorité de résolution, en exécution de l'article 12*bis*, § 4, et 12*ter*, § 2, de la loi du 22 février 1998 fixant le statut organique de la Banque [N]ationale de Belgique'.

Le projet a été examiné par la deuxième chambre le 15 mars 2023. La chambre était composée de Pierre VANDERNOOT, président de chambre, Patrick RONVAUX et Christine HOREVOETS, conseillers d'État, Marianne DONY, assesseur, et Esther CONTI, greffier assumé.

Le rapport a été présenté par Anne-Stéphanie RENSON, auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Patrick RONVAUX.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 15 mars 2023.

*

Op 17 februari 2023 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Vice-eersteminister en Minister van Financiën, belast met de Coördinatie van de fraudebestrijding en de Nationale loterij verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot wijziging van het koninklijk besluit van 17 juli 2012 betreffende de dekking van de werkingskosten van de Nationale Bank van België verbonden aan het toezicht op financiële instellingen en aan haar taken als afwikkelingsautoriteit, tot uitvoering van artikel 12*bis*, § 4, en 12*ter*, § 2, van de wet van 22 februari 1998 tot vaststelling van het organiek statuut van de Nationale Bank van België'.

Het ontwerp is door de tweede kamer onderzocht op 15 maart 2023. De kamer was samengesteld uit Pierre VANDERNOOT, kamervoorzitter, Patrick RONVAUX en Christine HOREVOETS, staatsraden, Marianne DONY, assessor, en Esther CONTI, toegevoegd griffier.

Het verslag is uitgebracht door Anne-Stéphanie RENSON, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Patrick RONVAUX.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 15 maart 2023.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

FORMALITÉS PRÉALABLES

Ainsi que la section de législation l'a déjà fait remarquer dans ses avis 52.028/2 du 19 septembre 2012 et 54.560/2 du 9 décembre 2013 à propos de modifications de portée similaire de l'arrêté royal du 17 juillet 2012 ¹, en principe, tout comme ce dernier arrêté royal, le projet à l'examen doit faire l'objet d'une consultation de la Banque centrale européenne conformément à l'article 2, paragraphe 1, troisième tiret, de la décision 98/415/CE du Conseil du 29 juin 1998 'relative à la consultation de la Banque centrale européenne par les autorités nationales au sujet de projets de réglementation'.

Interrogée à cet égard, la déléguée du Ministre a répondu que

« le projet réalise des modifications limitées à l'arrêté royal du 17 juillet 2012. Tant l'arrêté royal en question que la base légale (loi du 22 février 1998) ont déjà été évalués positivement par la BCE (voir CON/2012/35 et CON/2011/5). D'après la BNB, un avis de la BCE n'est pas nécessaire. Cela a été confirmé par le rapporteur de la BCE pour la Belgique ».

Le rapporteur de la Banque centrale européenne pour la Belgique a en effet communiqué ce qui suit :

« De ECB heeft ons informeel bevestigd dat ze uw analyse deelt.

Inderdaad, het ontwerp van koninklijk besluit heeft betrekking op de NBB overeenkomstig Besluit 98/415/BCE. Gezien de wijzigingen, raakt het ontwerp van KB echter slechts marginaal aan de bevoegdheidsgebieden van de ECB.

Desgevallend is de ECB van mening dat geen advies moet worden gevraagd ».

Il est pris acte de ces explications ².

¹ Avis 52.028/2 donné le 19 septembre 2012 sur un projet devenu l'arrêté royal du 1^{er} octobre 2012 'modifiant l'arrêté royal du 17 juillet 2012 relatif à la couverture des frais de fonctionnement de la Banque Nationale de Belgique liés au contrôle des établissements financiers, en exécution de l'article 12bis, § 4, de la loi du 22 février 1998 fixant le statut organique de la Banque Nationale de Belgique'; avis 54.560/2 donné le 9 décembre 2013 sur un projet devenu l'arrêté royal du 21 décembre 2013 'modifiant l'arrêté royal du 17 juillet 2012 relatif à la couverture des frais de fonctionnement de la Banque Nationale de Belgique liés au contrôle des établissements financiers, en exécution de l'article 12bis, § 4, de la loi du 22 février 1998 fixant le statut organique de la Banque Nationale de Belgique'.

² Voir dans le même sens l'avis 71.966/1/V-2/V donné le 31 août 2022 sur un avant-projet devenu la loi du 20 novembre 2022 'portant des dispositions fiscales et financières diverses', (*Doc. parl.*, Chambre, 2021-2022, n° 55-2899/001, pp. 136 et s.), et l'avis 72.124/2 du 26 septembre 2022 sur un projet devenu l'arrêté royal du 12 décembre 2022 'modifiant l'arrêté royal du 7 avril 2019 relatif au fonctionnement du point de contact central des comptes et contrats financiers'.

EXAMEN DU PROJET

PRÉAMBULE

1. À l'alinéa 1^{er}, il convient de viser plus précisément le paragraphe 4, alinéa 1^{er}, de l'article 12bis de la loi du 22 février 1998 'fixant le statut organique de la Banque Nationale de Belgique'.

2. Il y a également lieu de viser au préambule, dans un alinéa placé postérieurement à celui consacré à la loi du 22 février 1998 'fixant le statut organique de la Banque Nationale de Belgique', l'arrêté royal du 17 juillet 2012 'relatif à la couverture des frais de fonctionnement de la Banque Nationale de Belgique liés au contrôle des établissements financiers et à ses missions d'autorité de résolution, en exécution de l'article 12bis, § 4, et 12ter, § 2, de la loi du 22 février 1998 fixant le statut organique de la Banque Nationale de Belgique' dès lors que ce dernier est modifié par le projet à l'examen³.

DISPOSITIF

Articles 1^{er} et 2

Interrogée quant aux motifs pour lesquels les articles 1^{er} et 2 entendent abroger la phrase selon laquelle « [l]es montants sont expliqués dans les comptes annuels de la Banque », la déléguée du Ministre a précisé ce qui suit :

« Het is uiteraard geenszins de bedoeling om minder transparant te zijn in het ondernemingsverslag van de NBB. De informatie die vandaag in toelichting 29 bij de jaarrekening is opgenomen⁴, zal ook in de toekomst worden opgenomen.

Wel is het zo dat de controleoefening door de bedrijfsrevisor van de NBB die in de toekomst om de drie jaar zal plaatsvinden en die een controle ten aanzien van de internationale controlestandaarden inhoudt, een meer stringent controlemechanisme impliceert dat voor meer transparantie zal zorgen. Deze meer verregaande oefening zal immers uitmonden in een rapport dat publiceerbaar is, wat net zal leiden tot bijkomende transparantie. In het Verslag aan de Koning is volgende verduidelijking opgenomen:

‘De combinatie van de jaarlijkse controles en de bijkomende driejaarlijkse oefening door de bedrijfsrevisor van de Bank zal de controle op de berekening van de bedragen van de reële jaarlijkse sectorale werkingskosten versterken alsook de transparantie op dit punt’ ».

La réponse de la déléguée, qui confirme que ces explications continueront à l'avenir à figurer dans les comptes annuels de la Banque Nationale de Belgique, paraît dès lors contradictoire avec l'abrogation de la phrase envisagée.

³ *Principes de technique législative – Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandations n^{os} 29 et 30.

⁴ *Note de bas de page de la réponse de la déléguée du Ministre* : Zie https://www.nbb.be/doc/ts/publications/nbbreport/2021/nl/t2/verslag2021_t2.pdf, p. 165.

Le dispositif sera par conséquent réexaminé sur ce point afin de s'assurer que celui-ci correspond à l'intention réellement poursuivie.

Article 3

1. Il y a lieu de préciser que l'article 1/2 en projet est inséré « dans le même arrêté ».

La même observation vaut pour les articles 4, 15, 18, 19 et 20.

2. Les mots « respectivement, du présent arrêté » seront omis du texte en projet.

La même observation vaut pour l'article 4.

Article 4

Dans la disposition en projet, il y a lieu de remplacer les mots et chiffres « aux chapitres II, II, IV » par les mots et chiffres « aux chapitres II, III, IV ».

Articles 10 et 11

Il y a lieu de consacrer un article à chaque disposition modifiée⁵. Lorsqu'il s'agit, comme en l'espèce, d'apporter des modifications multiples à un même article, il convient de le faire par un seul article modificatif divisé en 1°, 2°, 3°, etc.

Les articles 10 et 11 seront par conséquent fusionnés et la numérotation des articles subséquents sera adaptée en conséquence.

Article 11 (devenant l'article 10)

Dans le texte français, les termes « reporting réglementaire » et « déclaration réglementaire » seront uniformisés, comme en a convenu la déléguée du Ministre.

Article 15 (devenant l'article 14)

Il y a lieu de viser plus précisément l'alinéa 1^{er} de l'article 12 de l'arrêté royal du 17 juillet 2012 'relatif à la couverture des frais de fonctionnement de la Banque Nationale de Belgique liés au contrôle des établissements financiers et à ses missions d'autorité de résolution, en exécution de l'article 12bis, § 4, et 12ter, § 2, de la loi du 22 février 1998 fixant le statut organique de la Banque Nationale de Belgique'.

⁵ *Principes de technique législative – Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 120.

Articles 16 et 17 (devenant les articles 15 et 16)

Interrogée quant aux paramètres sur la base desquels les différents forfaits prévus aux articles 16 et 17 ont été calculés afin d'assurer le respect du principe d'égalité entre les différents établissements, la déléguée du Ministre a précisé ce qui suit :

« Centrale tegenpartijen en centrale effectenbewaarinstellingen (artikel 16)

Dit artikel betreft enkel een actualisering van de gebruikte terminologie. De tarieven blijven ongewijzigd ten aanzien van het huidige KB van 17 juli 2012, zoals gewijzigd bij KB van 21 december 2013.

Zie volgende passage in het Verslag aan de Koning:

'Verder voorziet het wijzigingsbesluit een actualisering van de bewoordingen van artikel 13 van het huidige koninklijk besluit. Dat artikel spreekt nog over 'verrekeningsinstellingen' en 'vereffeningsinstellingen' terwijl de huidige, overeenstemmende statuten respectievelijk die van de 'centrale tegenpartijen' en 'centrale effectenbewaarinstellingen' zijn. Het wijzigingsbesluit past dit aan.'

Betalingsinstellingen en instellingen voor elektronisch geld (artikel 17)

De tarieven zijn bepaald op voorstel van de NBB, daarbij rekening houdend met:

- De bijzonderheden van de sector (een relatief nieuwe en innovatieve sector met, veelal, kleinere bedrijven). Dit verantwoordt een andere aanpak dan deze die wordt gehanteerd ten aanzien van de andere sectoren onder toezicht.

- De overweging dat de verschillende types aan instellingen binnen deze sector een verschillende aanpak vragen van de NBB en op verschillende wijze leiden tot werkingskosten voor deze instelling (= meer of minder kosten). Bijgevolg is het aangewezen om ook te differentiëren in de tarieven.

- Een vergelijking met de aanpak van toezichthouders in Duitsland, Nederland en het Verenigd Koninkrijk.

In dat kader werden volgende principes gevolgd:

- De betaling van een vaste bijdrage, gelet op de vaste basiskost die de NBB aan elke instelling onder toezicht moet besteden.

- Daarnaast wordt rekening gehouden met het prudentieel vereist eigen vermogen, dat voor de meeste instellingen wordt bepaald in functie van het bedrag van het totaal aantal betalingstransacties. Hoe meer transacties (in nominale waarde) men uitvoert, hoe meer eigen vermogen vereist is, hoe groter het aanwezige prudentieel risico en bijgevolg hoe meer men zal bijdragen. Gelet op de bijzonderheden van de sector (zie supra) worden in dit tarificatie-model de kosten verbonden aan het toezicht niet verdeeld over de instellingen op basis van een verdeelsleutel, waarbij het aantal instellingen mede bepalend zou zijn, maar draagt elke instelling bij in functie van het volume aan transacties.

- Voorts wordt rekening gehouden met de verleende vergunningen. Het analyseren van een aanvraagdossier vraagt immers aanzienlijke resources van de NBB.

- Ten slotte wordt rekening gehouden met het aantal agenten waarop beroep wordt gedaan. Ook dit heeft immers impact op de werklast en bijhorende kost van de NBB ».

Il est pris acte de ces explications complémentaires, qui figureront utilement dans le rapport au Roi.

Article 16 (devenant l'article 15)

1. À l'article 13, § 2, en projet, dans le texte français, le mot « soutien » sera chaque fois remplacé par le mot « support » afin d'assurer la cohérence avec la terminologie de l'article 36/26/1, § 4 et § 5, de la loi du 22 février 1998 'fixant le statut organique de la Banque Nationale de Belgique'.
2. Dans les textes en projet aux 1° et 3°, les mots « du présent arrêté » seront chaque fois omis.
3. Dans le texte en projet au 2°, les mots « du présent article » seront omis.

Article 17 (devenant l'article 16)

1. Dans la phrase liminaire, le mot « modifié » sera remplacé par le mot « remplacé ».
2. De l'accord de la déléguée du Ministre, à l'article 14/1, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, en projet, dans le texte français, les mots « qui proposent exclusivement des services d'initiation de paiement ou des services d'initiation de paiement et d'information sur les comptes » seront insérés entre les mots « à l'accès aux systèmes de paiement » et les mots « acquittent annuellement » afin d'assurer la concordance linguistique entre les versions française et néerlandaise.
3. À l'article 14/1, § 1^{er}, alinéa 2, en projet, il y a lieu de mentionner l'intitulé complet de la directive (UE) 2015/2366 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2015 'concernant les services de paiement dans le marché intérieur, modifiant les directives 2002/65/CE, 2009/110/CE et 2013/36/UE et le règlement (UE) n° 1093/2010, et abrogeant la directive 2007/64/CE'.
4. De l'accord de la déléguée du Ministre, dans le texte français de l'article 14/1, § 1^{er}, alinéa 3, en projet, les mots « en Belgique et » seront insérés entre les mots « ils font appel » et les mots « dans l'EEE ».
5. De l'accord de la déléguée du Ministre, à l'article 14/1, § 2, en projet, les mots « ou de l'article 169 » seront omis dès lors que l'article 14/1, § 1^{er}, en projet, ne vise que les établissements de paiement et non les établissements de monnaie électronique.

À cet égard, la déléguée de la Ministre a confirmé que le rapport au Roi serait corrigé sur ce point pour ne viser que les établissements de paiement et non les établissements de monnaie électronique.

6. Dans le texte français, il convient de fermer les guillemets à la fin de l'article 14/5 en projet.

Article 18 (devenant l'article 17)

Interrogée quant à la portée des termes « succursales importantes » à l'article 15/1, alinéa 2, en projet, la déléguée du Ministre a répondu que

« [h]et gaat hier om significante bijkantoren in de zin van artikel 159 van de wet van 25 april 2014 op het statuut van en het toezicht op kredietinstellingen ».

Dans un souci de sécurité juridique, le dispositif sera précisé en ce sens.

OBSERVATIONS FINALES DE LÉGISTIQUE

1. L'emploi de tirets est à proscrire car il rend malaisée la référence au texte ainsi divisé.

Aux articles 1^{er}, 2, 5, 10, 11 et 18, il y a dès lors lieu de remplacer les tirets par « 1° », « 2° », « 3° », etc., et, à l'article 16, les tirets précédant les chiffres et les signes « 1° », « 2° » et « 3° » seront omis ⁶.

2. Il appartient à l'auteur du projet de mentionner, le cas échéant, dans chacune des dispositions modificatives, les modifications antérieures que les textes modifiés auraient subies ⁷.

*

⁶ *Principes de technique législative – Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandations n^{os} 58, b), et 59.

⁷ *Ibidem*, recommandation n^o 113.

Aangezien de adviesaanvraag is ingediend op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

VOORAFGAANDE VORMVEREISTEN

Zoals de afdeling Wetgeving reeds in advies 52.028/2 van 19 september 2012 en in advies 54.560/2 van 9 december 2013 heeft opgemerkt in verband met soortgelijke wijzigingen van het koninklijk besluit van 17 juli 2012,¹ moet het voorliggende ontwerp, net als het voornoemde koninklijk besluit, in principe om advies worden voorgelegd aan de Europese Centrale Bank, overeenkomstig artikel 2, lid 1, derde streepje, van beschikking 98/415/EG van de Raad van 29 juni 1998 ‘betreffende de raadpleging van de Europese Centrale Bank door de nationale autoriteiten over ontwerpen van wettelijke bepalingen’.

Naar aanleiding van een vraag in dat verband heeft de gemachtigde van de minister het volgende geantwoord:

“le projet réalise des modifications limitées à l’arrêté royal du 17 juillet 2012. Tant l’arrêté royal en question que la base légale (loi du 22 février 1998) ont déjà été évalués positivement par la BCE (voir CON/2012/35 et CON/2011/5). D’après la BNB, un avis de la BCE n’est pas nécessaire. Cela a été confirmé par le rapporteur de la BCE pour la Belgique.”

¹ Advies 52.028/2 van 19 september 2012 over een ontwerp dat heeft geleid tot het koninklijk besluit van 1 oktober 2012 ‘tot wijziging van het koninklijk besluit van 17 juli 2012 betreffende de dekking van de werkingskosten van de Nationale Bank van België verbonden aan het toezicht op financiële instellingen, tot uitvoering van artikel 12bis, § 4, van de wet van 22 februari 1998 tot vaststelling van het organiek statuut van de Nationale Bank van België’; advies 54.560/2 van 9 december 2013 over een ontwerp dat heeft geleid tot het koninklijk besluit van 21 december 2013 ‘tot wijziging van het koninklijk besluit van 17 juli 2012 betreffende de dekking van de werkingskosten van de Nationale Bank van België verbonden aan het toezicht op financiële instellingen, tot uitvoering van artikel 12bis, § 4, van de wet van 22 februari 1998 tot vaststelling van het organiek statuut van de Nationale Bank van België’.

De rapporteur voor België van de Europese Centrale Bank heeft immers het volgende medegedeeld:

“De ECB heeft ons informeel bevestigd dat ze uw analyse deelt.

Inderdaad, het ontwerp van koninklijk besluit heeft betrekking op de NBB overeenkomstig Besluit 98/415/BCE. Gezien de wijzigingen, raakt het ontwerp van KB echter slechts marginaal aan de bevoegdheidsgebieden van de ECB.

Desgevallend is de ECB van mening dat geen advies moet worden gevraagd.”

Er wordt akte genomen van die uitleg.²

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP

AANHEF

1. In het eerste lid dient meer bepaald te worden verwezen naar paragraaf 4, eerste lid, van artikel 12*bis* van de wet van 22 februari 1998 ‘tot vaststelling van het organiek statuut van de Nationale Bank van België’.

2. In de aanhef dient, in een lid dat volgt op het lid betreffende de wet van 22 februari 1998 ‘tot vaststelling van het organiek statuut van de Nationale Bank van België’, eveneens te worden verwezen naar het koninklijk besluit van 17 juli 2012 ‘betreffende de dekking van de werkingskosten van de Nationale Bank van België verbonden aan het toezicht op financiële instellingen en aan haar taken als afwikkelingsautoriteit, tot uitvoering van artikel 12*bis*, § 4, en 12*ter*, § 2, van de wet van 22 februari 1998 tot vaststelling van het organiek statuut van de Nationale Bank van België’, aangezien dat laatste koninklijk besluit bij het voorliggende ontwerp wordt gewijzigd.³

² Zie in dezelfde zin advies 71.966/1/V-2/V van 31 augustus 2022 over een voorontwerp dat heeft geleid tot de wet van 20 november 2022 ‘houdende diverse fiscale en financiële bepalingen’ (*Parl.St.* Kamer 2021-22, nr. 55-2899/001, 136 e.v.) en advies 72.124/2 van 26 september 2022 over een ontwerp dat heeft geleid tot het koninklijk besluit van 12 december 2022 ‘tot wijziging van het koninklijk besluit van 7 april 2019 betreffende de werking van het centraal aanspreekpunt van rekeningen en financiële contracten’.

³ *Beginnelsen van de wetgevingstechniek – Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbevelingen 29 en 30.

DISPOSITIEF

Artikelen 1 en 2

Op de vraag waarom de artikelen 1 en 2 strekken tot opheffing van de zin luidens welke “[d]e bedragen worden toegelicht in de jaarrekening van de Bank” heeft de gemachtigde van de minister het volgende geantwoord:

“Het is uiteraard geenszins de bedoeling om minder transparant te zijn in het ondernemingsverslag van de NBB. De informatie die vandaag in toelichting 29 bij de jaarrekening is opgenomen,⁴ zal ook in de toekomst worden opgenomen.

Wel is het zo dat de controleoefening door de bedrijfsrevisor van de NBB die in de toekomst om de drie jaar zal plaatsvinden en die een controle ten aanzien van de internationale controlestandaarden inhoudt, een meer stringent controlemechanisme impliceert dat voor meer transparantie zal zorgen. Deze meer verregaande oefening zal immers uitmonden in een rapport dat publiceerbaar is, wat net zal leiden tot bijkomende transparantie. In het Verslag aan de Koning is volgende verduidelijking opgenomen:

‘De combinatie van de jaarlijkse controles en de bijkomende driejaarlijkse oefening door de bedrijfsrevisor van de Bank zal de controle op de berekening van de bedragen van de reële jaarlijkse sectorale werkingskosten versterken alsook de transparantie op dit punt’.”

Het antwoord van de gemachtigde, waarin wordt bevestigd dat die toelichting ook in de toekomst in de jaarrekening van de Nationale Bank van België zal worden opgenomen, lijkt dan ook in tegenspraak te zijn met de opheffing van de zin waarvan sprake is.

Het dispositief moet bijgevolg op dat punt opnieuw worden onderzocht om ervoor te zorgen dat het in overeenstemming is met de werkelijk nagestreefde doelstelling.

Artikel 3

1. Er dient nader te worden bepaald dat het ontworpen artikel 1/2 wordt ingevoegd “in hetzelfde besluit”.

Dezelfde opmerking geldt voor de artikelen 4, 15, 18, 19 en 20.

2. Het woord “respectieve” en de woorden “van dit besluit” moeten worden geschrapt in de ontworpen tekst.

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 4.

⁴ Voetnoot van het antwoord van de gemachtigde van de minister: Zie https://www.nbb.be/doc/ts/publications/nbbreport/2021/nl/t2/verslag2021_t2.pdf, p. 165.

Artikel 4

In de ontworpen bepaling dient de vermelding “hoofdstukken II, II, IV” te worden vervangen door de vermelding “hoofdstukken II, III, IV”.

Artikelen 10 en 11

Voor elke te wijzigen bepaling dient een wijzigingsartikel te worden opgesteld.⁵ Wanneer, zoals *in casu*, verscheidene wijzigingen in eenzelfde artikel worden aangebracht, dient dat te gebeuren in een enkel wijzigingsartikel dat is ingedeeld in 1°, 2°, 3°, enz.

De artikelen 10 en 11 moeten bijgevolg worden samengevoegd en de nummering van de daaropvolgende artikelen moet dienovereenkomstig worden aangepast.

Artikel 11 (dat artikel 10 wordt)

De gemachtigde van de minister is het ermee eens dat in de Franse tekst de begrippen “reporting réglementaire” en “déclaration réglementaire” moeten worden aangeduid met een eenvormige benaming.

Artikel 15 (dat artikel 14 wordt)

Er dient meer bepaald te worden verwezen naar het eerste lid van artikel 12 van het koninklijk besluit van 17 juli 2012 ‘betreffende de dekking van de werkingskosten van de Nationale Bank van België verbonden aan het toezicht op financiële instellingen en aan haar taken als afwikkelingsautoriteit, tot uitvoering van artikel 12*bis*, § 4, en 12*ter*, § 2, van de wet van 22 februari 1998 tot vaststelling van het organiek statuut van de Nationale Bank van België’.

⁵ *Beginnelsen van de wetgevingstechniek – Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbeveling 120.

Artikelen 16 en 17 (die de artikelen 15 en 16 worden)

Op een vraag over de parameters op basis waarvan de verschillende forfaits, bepaald in de artikelen 16 en 17, met het oog op de inachtneming van het gelijkheidsbeginsel tussen de verschillende instellingen zijn berekend, heeft de gemachtigde van de minister het volgende geantwoord:

“Centrale tegenpartijen en centrale effectenbewaarinstellingen (artikel 16)

Dit artikel betreft enkel een actualisering van de gebruikte terminologie. De tarieven blijven ongewijzigd ten aanzien van het huidige KB van 17 juli 2012, zoals gewijzigd bij KB van 21 december 2013.

Zie volgende passage in het Verslag aan de Koning:

‘Verder voorziet het wijzigingsbesluit een actualisering van de bewoordingen van artikel 13 van het huidige koninklijk besluit. Dat artikel spreekt nog over ‘verrekeningsinstellingen’ en ‘vereffeningsinstellingen’ terwijl de huidige, overeenstemmende statuten respectievelijk die van de ‘centrale tegenpartijen’ en ‘centrale effectenbewaarinstellingen’ zijn. Het wijzigingsbesluit past dit aan.’

Betalingsinstellingen en instellingen voor elektronisch geld (artikel 17)

De tarieven zijn bepaald op voorstel van de NBB, daarbij rekening houdend met:

- De bijzonderheden van de sector (een relatief nieuwe en innovatieve sector met, veelal, kleinere bedrijven). Dit verantwoordt een andere aanpak dan deze die wordt gehanteerd ten aanzien van de andere sectoren onder toezicht.

- De overweging dat de verschillende types aan instellingen binnen deze sector een verschillende aanpak vragen van de NBB en op verschillende wijze leiden tot werkingskosten voor deze instelling (= meer of minder kosten). Bijgevolg is het aangewezen om ook te differentiëren in de tarieven.

- Een vergelijking met de aanpak van toezichthouders in Duitsland, Nederland en het Verenigd Koninkrijk.

In dat kader werden volgende principes gevolgd:

- De betaling van een vaste bijdrage, gelet op de vaste basiskost die de NBB aan elke instelling onder toezicht moet besteden.

- Daarnaast wordt rekening gehouden met het prudentieel vereist eigen vermogen, dat voor de meeste instellingen wordt bepaald in functie van het bedrag van het totaal aantal betalingstransacties. Hoe meer transacties (in nominale waarde) men uitvoert, hoe meer eigen vermogen vereist is, hoe groter het aanwezige prudentieel risico en bijgevolg hoe meer men zal bijdragen. Gelet op de bijzonderheden van de sector (zie supra) worden in dit tarificatie-model de kosten verbonden aan het toezicht niet verdeeld over de instellingen op basis van een verdeelsleutel, waarbij het aantal instellingen mede bepalend zou zijn, maar draagt elke instelling bij in functie van het volume aan transacties.

- Voorts wordt rekening gehouden met de verleende vergunningen. Het analyseren van een aanvraagdossier vraagt immers aanzienlijke resources van de NBB.

- Ten slotte wordt rekening gehouden met het aantal agenten waarop beroep wordt gedaan. Ook dit heeft immers impact op de werklast en bijhorende kost van de NBB.”

Er wordt akte genomen van die extra uitleg. Deze zou in het verslag aan de Koning moeten worden opgenomen.

Artikel 16 (dat artikel 15 wordt)

1. In de Franse tekst van het ontworpen artikel 13, § 2, moet het woord “soutien” telkens worden vervangen door het woord “support”, ter wille van de samenhang met de terminologie gebezigd in artikel 36/26/1, § 4 en § 5, van de wet van 22 februari 1998 ‘tot vaststelling van het organiek statuut van de Nationale Bank van België’.
2. In de ontworpen teksten in de bepalingen onder 1° en 3° moeten de woorden “van dit besluit” telkens worden geschrapt.
3. In de ontworpen tekst in de bepaling onder 2° moeten de woorden “van dit artikel” worden geschrapt.

Artikel 17 (dat artikel 16 wordt)

1. In de inleidende zin moet het woord “gewijzigd” worden vervangen door het woord “vervangen”.
2. De gemachtigde van de minister is het ermee eens dat in de Franse tekst van het ontworpen artikel 14/1, § 1, eerste lid, de woorden “qui proposent exclusivement des services d’initiation de paiement ou des services d’initiation de paiement et d’information sur les comptes” moeten worden ingevoegd tussen de woorden “à l’accès aux systèmes de paiement” en de woorden “acquittent annuellement”, om ervoor te zorgen dat de Nederlandse en de Franse taalversies met elkaar in overeenstemming zijn.
3. In het ontworpen artikel 14/1, § 1, tweede lid, dient melding te worden gemaakt van het volledige opschrift van richtlijn (EU) 2015/2366 van het Europees Parlement en de Raad van 25 november 2015 ‘betreffende betalingsdiensten in de interne markt, houdende wijziging van de Richtlijnen 2002/65/EG, 2009/110/EG en 2013/36/EU en Verordening (EU) nr. 1093/2010 en houdende intrekking van Richtlijn 2007/64/EG’.
4. De gemachtigde van de minister is het ermee eens dat in de Franse tekst van het ontworpen artikel 14/1, § 1, derde lid, de woorden “en Belgique et” moeten worden ingevoegd tussen de woorden “ils font appel” en de woorden “dans l’EEE”.
5. De gemachtigde van de minister is het ermee eens dat in het ontworpen artikel 14/1, § 2, de woorden “of artikel 169” moeten worden geschrapt, aangezien het ontworpen artikel 14/1, § 1, enkel verwijst naar de betalingsinstellingen en niet naar de instellingen voor elektronisch geld.

In dat verband heeft de gemachtigde van de minister bevestigd dat het verslag aan de Koning op dat punt zou worden gecorrigeerd zodat enkel naar de betalingsinstellingen en niet naar de instellingen voor elektronisch geld wordt verwezen.

6. In de Franse tekst dienen op het einde van het ontworpen artikel 14/5 de aanhalingstekens gesloten te worden.

Artikel 18 (dat artikel 17 wordt)

Op de vraag naar de strekking van de woorden “significante bijkantoren” in het ontworpen artikel 15/1, tweede lid, heeft de gemachtigde van de minister het volgende geantwoord:

“Het gaat hier om significante bijkantoren in de zin van artikel 159 van de wet van 25 april 2014 op het statuut van en het toezicht op kredietinstellingen.”

Ter wille van de rechtszekerheid moet het dispositief in die zin worden verduidelijkt.

WETGEVINGSTECHNISCHE SLOTOPMERKINGEN

1. Het gebruik van streepjes moet worden vermeden, omdat het een verwijzing naar de aldus ingedeelde tekst bemoeilijkt.

In de artikelen 1, 2, 5, 10, 11 en 18 dienen de streepjes dan ook te worden vervangen door “1°”, “2°”, “3°”, enz. In artikel 16 moeten de streepjes voor “1°”, “2°” en “3°” worden geschrapt.⁶

2. Het staat aan de steller van het ontwerp om in voorkomend geval in elk van de wijzigingsbepalingen melding te maken van de vroegere wijzigingen die in de gewijzigde teksten zouden zijn aangebracht.⁷

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT– DE VOORZITTER

Esther CONTI

Pierre VANDERNOOT

⁶ *Beginnelsen van de wetgevingstechniek – Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbevelingen 58, b), en 59.

⁷ *Ibidem*, aanbeveling 113.